

<https://www.elcorreo.eu.org/UNE-CONSPIRATION-UNIVERSELLEqui-reflete-l-impatience-de-Milei>

UNE CONSPIRATION UNIVERSELLEqui reflète l'impatience de Milei

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : mardi 14 avril 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les données économiques et les enquêtes pour corruption alimentent la colère du président ; la frustration face à l'absence d'amélioration, l'appel à la « patience » et l'ordre donné au cabinet de se tenir en état d'alerte maximale témoignent de cette colère.



Javier Milei

Javier Milei classe les opposants à son gouvernement en quatre catégories : les criminels, les ignorants, les traîtres et les rancuniers qui ne supportent pas de le voir réussir. Il nourrit plusieurs types de haine, mais choisit avec soin l'ennemi le plus commode selon les circonstances. L'agressivité est chez lui un indicateur de son état. S'en prendre à tous en même temps est signe d'inquiétude.

Depuis deux semaines, il s'acharne à dénoncer les contours d'un complot sans limite. Il qualifie les journalistes enquêtant sur la corruption de « *déchets humains* », de « *criminels* » et de membres d'une « *association illicite* ». Il n'a pas oublié les grands patrons, comme Paolo Rocca, qu'il accuse de vouloir le renverser parce qu'ils désapprouvent sa politique commerciale. Il méprise les économistes qui pointent du doigt les incohérences de son programme et les associe à des opposants qui rêvent de lui succéder à la Casa Rosada. Il met en garde contre des forces étrangères qui cherchent à infiltrer les institutions. Et il relance les accusations de complot contre sa vice-présidente, Victoria Villarruel : il affirme désormais qu'elle complotait contre lui avant même son entrée en fonction.

La théorie du complot universel a été parfaitement décrite par la députée libertarienne Lilia Lemoine, déléguée de la fratrie Milei pour ce qu'ils appellent la « *guerre culturelle* ». Comme elle l'a expliqué dans une interview [cette semaine](#), « *il existe un mouvement internationaliste qui sert les intérêts soviétiques* ». Selon elle, il s'agit d'un nationalisme catholique factice qui unit des personnalités comme Villarruel, Santiago Cúneo et Juan Grabois et qui est idéologiquement aligné sur la théocratie iranienne. « *Ce sont des nationalistes conspi-paranoïaques, qui délirent à propos que leur corps aimantant des cuillères parce qu'ils ont été vaccinés* », a-t-elle ajouté, mais au fond, ils ne sont « *qu'un instrument des Soviétiques* », avec lesquels collaborent des personnalités médiatiques, des hommes d'affaires et divers acteurs publics.

La théorie de [Lilia Lemoine](#)

La réalité est peut-être plus simple. Tout ne se déroule pas comme prévu pour la stratégie économique de Milei et du

ministre Luis Caputo. L'inflation persistante (les chiffres de mars, une fois publiés, marqueront dix mois consécutifs de hausse après la baisse initiale), la baisse des recettes fiscales et la montée du chômage suscitent des inquiétudes quant à la viabilité politique du programme d'austérité. Malgré la réalisation de la plupart des objectifs fixés, le risque pays demeure supérieur à 500 points, empêchant l'Argentine d'accéder aux marchés internationaux de la dette. Il existe un afflux de dollars qui apporte de la stabilité au taux de change et permet de couvrir les échéances de la dette, mais qui ne laisse quasiment rien dans les réserves de la Banque centrale.

La fureur de Milei sonne comme un appel désespéré à la patience sociale, à l'heure où tous les principaux sondages d'opinion commencent à enregistrer un déclin non seulement de la popularité du président, mais aussi de l'optimisme quant à l'avenir. La majorité des Argentins avaient accepté un présent de privations dans l'espoir d'un avenir meilleur, promesse que le prophète libertarien avait si bien vendue.

Il en est parfaitement conscient. Pour la première fois, au milieu des insultes et des accusations de déloyauté, il a admis cette semaine que l'économie stagnerait après le premier trimestre 2025 et a ouvert le parapluie sur les indicateurs de pauvreté et d'inflation à venir. Il a de nouveau imputé cette situation à l'attitude de l'opposition et à la crainte qu'un retour du kirchnérisme suscite chez les acteurs du marché.

« Les nouvelles d'avril indiquent une reprise. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que l'activité économique commence à augmenter au deuxième trimestre. Il ne faut pas s'inquiéter des chiffres de février. Et le taux d'inflation va commencer à baisser. À l'avenir, nous observerons une activité accrue, davantage d'emplois, une hausse des salaires réels et moins d'inflation », a-t-il déclaré lors d'une interview diffusée à la télévision publique. Fin 2024, il avait coutume de dire : « À partir de maintenant, il n'y aura que de bonnes nouvelles. » Ses prévisions sont d'une remarquable flexibilité.

Débat interne

Ce à quoi il ne répond pas – et ne permet pas non plus qu'on lui pose la question – c'est pourquoi le « *risque Kuka* [1] » persiste depuis le succès électoral retentissant de *La Libertad Avanza* (LLA) en octobre dernier, qui a réduit au minimum l'influence institutionnelle du péronisme et a donné au parti au pouvoir la marge de manœuvre législative pour aller de l'avant avec un ambitieux ensemble de réformes.

Il n'aborde pas non plus le débat qui se tient au plus haut niveau de l'État sur la manière de relancer l'économie. Milei reconnaît être confronté à un dilemme entre inflation et emploi, un sujet qu'il discute avec Caputo et les principaux membres de son équipe technique. La transformation de la structure économique qu'il promet aura pour conséquence immédiate la destruction d'emplois industriels, qui, idéalement, seront à terme reconvertis dans les secteurs des services liés à l'essor de l'énergie, des mines ou de l'agrobusiness.

Caputo a discrètement commencé à bouger. Ces deux derniers mois, il a assoupli sa politique monétaire, aspirant à relancer le crédit avec la baisse des taux d'intérêt, et maintient la stabilité du dollar pour se prémunir contre une forte reprise de l'inflation. Mais il marche sur un terrain très glissant. Avec un taux d'inflation avoisinant les 3 % par mois, la moindre erreur de jugement pourrait avoir des conséquences désastreuses.

L'autre garantie, c'est l'équilibre budgétaire. Milei a adressé un message bref et incisif aux ministres lors du Conseil des ministres qu'il a convoqué lundi afin d'apporter un soutien institutionnel accru à Manuel Adorni [Chef de cabinet, équivalent du Premier Ministre en France], qui peine à justifier l'augmentation de sa fortune depuis son entrée au gouvernement. « *La tronçonneuse ne s'arrête jamais !* », a déclaré le président, qui conserve dans son bureau une réplique grandeur nature de l'instrument le plus symbolique du discours libertarien.

Le gouvernement n'a aucune intention de renoncer aux mesures d'austérité, même si la baisse des recettes l'oblige à réduire davantage les crédits budgétaires. Les marges de manœuvre sont désormais très réduites, et chaque décision est difficile à prendre. La manifestation des entreprises de bus cette semaine, qui réclamaient une augmentation des subventions, en a été une illustration éloquente et a exacerbé le mécontentement populaire.

« *La Banque centrale doit poursuivre le resserrement de sa politique monétaire jusqu'à vaincre l'inflation* », a-t-il insisté. Il oublie peu à peu sa promesse d'un taux d'inflation nul dès août. Il s'est laissé convaincre, avec l'aide de la réalité, par un vieux précepte politique : « Si vous dites quoi, ne dites pas quand ».

Milei excelle dans l'art de manipuler les chiffres pour leur faire dire ce dont il a besoin. Ses dernières déclarations publiques témoignent d'une volonté de se connecter à l'incertitude de la société qu'il gouverne. « *Les processus d'amélioration n'avancent pas au même rythme pour tous : les statistiques reflètent des moyennes, et nous savons qu'il existe des personnes aux extrémités de la distribution (...). C'est pourquoi nous demandons de la patience. La voie est la bonne. La changer reviendrait à détruire tout ce qui a été accompli* », [a-t-il écrit jeudi dans X](#). On y perçoit un écho subtil du discours de Menem : « *Nous sommes dans une situation difficile, mais nous sommes sur la bonne voie* ».

Twitter : EN PREMIER LES FAITS

Le journalisme prétend être la voix du peuple, mais il devient de plus en plus évident qu'il n'est rien de plus que la voix de ses amis... ou directement de ses patrons.

On peut discuter de la méthodologie autant qu'on veut, mais les données sont concluantes : l'Argentine est... à€” Javier Milei (@JMilei) [9 avril 2026](#)

Cependant, il ne serait pas lui-même s'il se contentait de s'en tenir au message rationnel d'un dirigeant appelant son peuple à la persévérance. Milei se présente comme un défenseur de la morale, luttant sans cesse contre les forces obscures qui profitent du déclin de l'Argentine. Cette semaine encore, il s'est défini comme l'héritier de « *la rectitude des stoïciens* », faisant allusion à des valeurs telles que la discipline, l'austérité, la constance, la maîtrise de soi et le sacrifice personnel. Il est porteur d'une mission qui le dépasse. Il fait ce qui est juste, point final.

Contradictions

De ce point de vue, il exige la foi plutôt que l'espoir. Quiconque exprime des doutes devient un impie qui doit être condamné collectivement. Les économistes critiques sont incapables de faire une addition basique. Ceux qu'il admirait, comme [Domingo Cavallo](#), l'attaquent par dépit. Il a affirmé que l'ancien ministre avait juré de tout faire pour saboter son programme, par vengeance, car Milei avait limogé sa fille de son poste d'ambassadrice auprès de l'OEA. Il est curieux qu'il l'ait destituée juste après la première objection publique de Cavallo en 2024.

Les contradictions ne le perturbent pas. Le stoïque explose avec [plus de 1 000 tweets contre la presse](#) durant le week-end de Pâques. Le défenseur des valeurs judéo-chrétiennes affirme, du haut de son pouvoir, que les Argentins ne haïssent pas ces maudits journalistes autant qu'ils le devraient. Il diffuse des propos vulgaires via ses canaux de communication officiels et applaudit les ministres qui adoptent le langage puéril et machiste actuellement en vogue sur les réseaux sociaux. À l'instar du ministre des Affaires étrangères, Pablo Quirno, qui a utilisé l'expression « *il s'est promené nu* » pour louer une apparition télévisée de Caputo.

Il a profité de l'information concernant un réseau de propagande financé par la Russie dans une poignée de médias argentins pour faire appel au « *mensonge à propos de tout pour* » ce dont il se plaint si souvent lorsqu'on l'utilise contre lui : « *95 % des journalistes sont des criminels* » est son nouveau slogan.

L'[affaire Adorni](#), les révélations de \$LIBRA et d'*Andis*, ainsi que les soupçons de privilèges dans l'octroi de prêts hypothécaires [VIP] par *Banco Nación* court-circuitent le récit de la croisade du Bien contre le Mal.

L'ampleur de l'agressivité ne comble pas entièrement le vide laissé par les silences concernant la série de nouveaux développements que le système judiciaire examine comme de possibles cas de corruption.

Le chef de cabinet a passé plus d'un mois sans juger nécessaire de fournir au public une explication claire sur la façon dont il a pu acquérir un pick-up, une maison dans un *country* [résidence fermée sécurisée] et un appartement neuf durant ses deux années de mandat. La soudaine notoriété de sa notaire, Adriana Nechevenko, devenue une véritable star du petit écran, ne lui a pas rendu service. Milei n'a jamais abordé le contenu de ses échanges avec l'entrepreneur numérique Mauricio Novelli, juste avant et juste après la création de la cryptomonnaie \$LIBRA, grâce à laquelle un groupe d'inconnus a amassé une fortune au détriment d'investisseurs crédules. Le gouvernement tout entier défend l'octroi de prêts à des fonctionnaires dont les salaires sont gelés, sans se soucier de l'indignation que cela pourrait susciter parmi les innombrables citoyens qui se voient refuser l'accès à la propriété par les banques.

La réponse officielle, teintée de simplification excessive, prévaut. Toute accusation est qualifiée d'« opération ». Si un fait gênant est avéré, on le minimise en le comparant au passé : que représentent les appartements d'Adorni comparés aux sacs que José López a jetés au couvent du Général Rodríguez ?

Voilà les limites de la « guerre culturelle ». L'activité économique, l'inflation et les affaires juridiques ne se règlent pas par des cris. Quand on a le plus besoin d'eux, les Soviétiques n'apparaissent pas.

[Martín Rodríguez Yebra](#) pour [La Nación](#)

[La Nation](#). Buenos Aires, le 11 avril 2026.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 14 avril 2026

[1] Qui mentionne le terme « *risque kuka* » ? Le terme est utilisé par le ministre de la Régulation, **Federico Sturzenegger**, en référence aux craintes concernant la politique économique.